

Première réunion de l'ensemble des membres de l'OMC de 2014

La séance du 6 février du Comité des négociations commerciales (CNC) a été la première à laquelle l'ensemble des membres de l'OMC ont assisté pour lancer l'année dans la foulée de la Conférence ministérielle couronnée de succès de Bali, qui s'est tenue en décembre dernier. M. Roberto Azevêdo, le directeur général de l'organisation, a profité de cette réunion pour rappeler aux délégués quelles sont les deux tâches qu'ils doivent entreprendre cette année : (i) mettre en œuvre l'accord de Bali; (ii) remettre le Cycle de Doha sur la bonne voie en définissant le prochain programme de travail sur les questions restantes du programme de Doha pour le développement (PDD).

Le premier objectif exigera sans aucun doute beaucoup de travail de la part des membres, particulièrement dans les domaines de la facilitation des échanges et de l'agriculture. Cette dernière mettra le Comité de l'agriculture de l'OMC à contribution pour qu'il supervise le travail à l'égard de la notification des membres dans le domaine de la concurrence à l'exportation; cependant, il devra également formuler des recommandations pour une solution permanente concernant la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, ainsi que mettre en œuvre et examiner l'entente sur l'administration des CT afin de régler la question des contingents sous utilisés.

Mais c'est la sélection du prochain ensemble de sujets devant être abordés dans le cadre du programme de travail du PDD qui semble le plus fascinant. Cette fois, M. Azevêdo a expliqué que les membres ne peuvent pas éviter de s'attaquer au « trépied », en l'occurrence l'agriculture, les biens industriels et les services, particulièrement par suite de la façon dont ces trois domaines sont imbriqués.

Lors de la mini-conférence ministérielle qui s'est tenue à Davos, certains ministres du Commerce, y compris celui des États-Unis, ont demandé que le prochain paquet comprenne certaines questions liées à l'accès aux marchés dans chaque domaine du trépied. Il est indéniable que les membres ne peuvent pas s'attaquer au prochain ensemble de questions sans aborder le sujet central du PDD, en l'occurrence l'agriculture, mais tous se sont rendu compte en même temps qu'une discussion significative sur l'agriculture ne peut se dérouler sans qu'on y fasse entrer les deux autres parties du trépied (produits industriels et services).

« Nous pouvons même conclure que nous ne sommes pas encore prêts à traiter comme il se doit ces trois domaines, mais nous ne pouvons pas éviter d'en parler », a déclaré M. Azevêdo à l'ensemble des membres jeudi.

D'autres pays, comme le Canada, le Japon et l'Union européenne ont également demandé que l'on s'attaque à de nouveaux enjeux, notamment l'économie numérique, l'investissement, la concurrence, l'environnement et l'énergie dans le prochain programme de travail, mais cette proposition s'est heurtée à une forte opposition des pays en développement.

Un autre secteur de désaccord se rapportait au paragraphe 47 de la Déclaration de Doha, qui a trait à l'engagement unique et à la façon dont il pourrait être pris en compte dans le contexte du mandat établi lors de la conférence ministérielle de 2011 (CM8, qui demandait que l'on envisage d'adopter une approche empreinte de créativité pour faire progresser le PDD).

À la CM8, les membres ont accepté l'idée de fractionner le cycle en petits éléments pour renforcer la confiance, ce qui a finalement été réalisé à Bali. Cependant, à la réunion informelle du CNC de jeudi, l'Inde, Cuba et la Bolivie ont soutenu catégoriquement que les négociations ne devraient plus être fractionnées en petits éléments et ont demandé que l'on fasse tout dans le cadre d'un engagement unique.

M. Azevêdo a demandé aux délégués de continuer de faire preuve de créativité et de garder l'esprit ouvert lorsqu'ils aborderont cet enjeu, afin de ne pas répéter les erreurs du passé, qui ont mené les négociations dans l'impasse. En ses termes : « Cette créativité doit cependant être cohérente avec les mandats énoncés dans le PDD, qui sont assez souples pour que de nouvelles voies soient envisagées (...) Il se peut qu'une seule étape soit nécessaire pour y parvenir, mais il se peut aussi que nous ayons besoin de plusieurs étapes », a-t-il déclaré à l'ensemble des membres, en leur demandant d'être « réalistes et de se concentrer sur ce qui est faisable » et de « trouver un équilibre entre ambition et réalisme ».

Il incombe à présent aux présidents de chaque comité de tenir des séances de réflexion sur le prochain ensemble d'enjeux devant être abordés et de faire rapport de leurs premiers résultats à l'ensemble des membres lors de la réunion du Conseil général du 14 mars 2014.

Prochains événements

- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 17-22 février 2014, [Singapour](#)
- Conférence ministérielle du PTP, 22-25 février 2014, [Singapour](#)
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 14 mars, 6 juin, 13 novembre 2014
- Conseil général de l'OMC, 14 mars, 8-9 mai, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre 2014
- Forum de l'OCDE de 2014, 5-6 mai 2014, Paris
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet 2014, Sydney (Australie)
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre 2014, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :
www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

